

Sites des Sénateurs du groupe CRC-SPG

<http://www.michelbillout.fr/Situation-de-l-entreprise-ABB-situee-a-Champagne-sur-Seine-77-Michel-Billout-et-Daniel-Brunel-demandent-l-intervention-du-Premier.html>

Situation de l'entreprise ABB située à Champagne sur Seine (77) : Michel Billout et Daniel Brunel demandent l'intervention du Premier Ministre

Date de mise en ligne : lundi 12 septembre 2005

- Activité des sénateurs - Les communiqués de presse -

Sénateurs du groupe CRC-SPG

Suite à leur rencontre avec les salariés, début juillet, de l'entreprise ABB, une multi nationale helvético suédoise qui a annoncé la fermeture de son établissement de Champagne-sur-Seine, **Michel Billout** et **Daniel Brunel** sont intervenus par courrier à la mi-juillet, auprès du ministre de l'économie, **Monsieur Thierry Breton**, lui joignant un projet alternatif porté par les salariés pour « qu'un examen attentif y soit porté, d'autant que de grands clients d'ABB sont des entreprises publiques ou de service public. »

Les élus, ont, dans le même temps, écrit à **Jacques Barthélémy**, préfet du département afin de lui demander qu'il « organise une table ronde qui permette tout au long du nécessaire débat, une suspension des procédures en cours. »

En réponse aux élus communistes, Thierry BRETON, Ministre de l'Economie et des Finances a indiqué que le projet alternatif, porté par les salariés, serait étudié par les conseillers du cabinet de **Monsieur François LOOS**, Ministre de l'industrie. Une réponse encourageante pour les salariés qui n'ont pas eu la chance d'obtenir la table ronde demandée au préfet : celui-ci a en effet indiqué que **le dossier était clos, qu'il n'y avait plus lieu à débat.**

Devant une telle attitude, les élus communistes ont donc écrit, le 8 septembre, au Premier Ministre, Monsieur De Villepin, pour « *s'étonner de ce refus du Préfet à s'investir comme il faut sur ce dossier, alors que le gouvernement a décrété un réel état d'urgence pour l'emploi.* » Une situation incompréhensible pour Michel Billout et Daniel Brunel qui rappellent l'implication de nombreux acteurs sur ce dossier : « nous travaillons avec le Conseil Général, les services de l'Etat, la Région Ile-de-France, les élus locaux, à la mise en place d'une plate forme de développement du sud Seine-et-Marne. L'essentiel des participants ont formalisé leur accord, et le CIADT du 12 juillet dernier, a retenu ce dossier comme prioritaire »

Considérant que les réponses du représentant de l'Etat, dans le département ne sont pas à la hauteur des exigences, les élus renouvellent la nécessité d'organiser « une table ronde pour ABB et, dans l'attente, que soit décidé un moratoire, pour ne pas hypothéquer l'emploi industriel dans la Région »

Ils demandent au Premier Ministre, d'intervenir « *dans l'esprit de la réponse du Ministre de l'Industrie, pour aller en ce sens, sans tarder, afin de mettre en place ces dispositifs.* »



La presse en parle



[lire le courrier](#)